

« IL FAUT AVOIR CRÉÉ UN DÉSERT AGRICOLE POUR BÂTIR UN CIMETIÈRE DU NUCLÉAIRE »

DISCUSSION CROISÉE AVEC DES OPPOSANT.E.S AU NUCLÉAIRE ET AU PROJET D'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS NUCLÉAIRES À BURE

Propos recueillis par Émilien Bernard et Ferdinand Cazalis

Depuis plus de dix ans, la Maison de la Résistance de Bure est le lieu emblématique de l'opposition au projet d'enfouissement de déchets nucléaires et au monde qui l'accompagne. Elle sert autant de dortoir aux personnes de passage que de salle de réunion ou de lieu d'information. Un endroit vaste et chaleureux, couvert d'affiches et d'autocollants divers, rempli de pancartes, de caisses de jus de quetsche et de militant.e.s de tous horizons. Ces derniers temps, outre les voitures de flics en patrouille à ses abords, il y a eu beaucoup d'agitation et de visiteurs, plus qu'à l'accoutumée.

Il faut dire qu'il y a urgence. Le projet remonte certes à très longtemps (1994 pour les premières décisions étatiques, 1999 pour la construction du laboratoire), mais il est désormais en phase d'accélération, notamment suite à un pitoyable vote de l'Assemblée nationale le 11 juillet dernier¹. Il n'est désormais plus question de laboratoire, mais bien de passage forcé à une phase-pilote industrielle, conduite par l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) et appelée Cigéo (Centre industriel de stockage géologique). Dans les faits, cela implique l'enfouissement programmé, à 500 mètres sous terre, des déchets les plus dangereux produits par la filière nucléaire française (dits de moyenne ou haute activité à vie longue). 3% du volume total des déchets pour plus de 99% de la radioactivité. Rien que ça. En clair, cette poubelle nucléaire forcément instable restera nocive pendant plusieurs millions d'années si le projet est mené jusqu'à terme. Ce qui n'est heureusement pas gagné...

L'Andra et ses supplétifs pensaient sans doute qu'il serait aisé d'imposer le passage à cette nouvelle phase : populations isolées, territoires sinistrés, syndicats absents, arrosage de subventions par les Groupement d'Intérêt public (GIP)²... Il y avait tout pour foncer. Si bien qu'ils n'ont pas pris de pincettes. La création de Cigéo n'était même pas officiellement avalisée (cela devrait être le cas en 2018), qu'ils ont commencé des travaux dans le bois Lejuc adjacent, censé accueillir une plateforme d'acheminement pour le labo souterrain. Ils ont déboisé plusieurs hectares, installé des engins de chantier, etc. Quand les opposants s'en sont rendu compte, ils ont appelé à un grand « pique-nique interminable » et ont une première fois envahi le bois le dimanche 19 juin 2016, s'installant pendant trois semaines, construisant des refuges et

discutant des alternatives. Une fois expulsés *manu militari*, ils ont appelé à une manif de réoccupation, le 16 juillet, mobilisant des centaines de personnes. Rebelote : malgré la violence des flics et des vigiles privés de l'Andra (une vingtaine de blessé.e.s côté manifestant.e.s), ils ont repris le bois pendant quelques jours. Aujourd'hui, alors qu'un vilain mur de deux mètres de haut ceinture une partie du bois pour cacher le chantier, les opposant.e.s viennent de remporter une belle victoire judiciaire³ : le tribunal de Bar-le-Duc a suspendu les travaux dans le bois, car l'Andra avait jugé pouvoir se passer de l'autorisation légale auprès de la préfecture. L'agence est donc tenue de faire machine arrière et de remettre le bois dans l'état où elle l'avait trouvé. Le mur qui enclot la forêt est quant à lui encore là, et le reboisement ne se fera pas du jour au lendemain. De quoi continuer la lutte pour les anti-nucléaire et pro-forêts, du coin ou de l'extérieur, qui appellent d'ores et déjà à un « week-end de mobilisation » les 13, 14 et 15 août prochains, avec notamment une « grande manifestation autour du bois » le samedi (11h pétantes, radinez vos tontons et tatas, plus d'infos [ici](#)).

Et si leur agenda semble aussi chargé que leur détermination, quelques-un.e.s d'entre eux/elles ont trouvé le temps de discuter en groupe pendant quelques heures, pour nous retracer l'historique de la situation sur place et nous livrer quelques joyeux instantanés de lutte.

À titre individuel, pourquoi et comment vous êtes-vous engagés dans cette lutte ?

Nicolas : J'ai grandi en Lorraine, et aujourd'hui j'habite près d'ici. Je viens régulièrement à la Maison de la Résistance depuis deux ans. Je fais partie du collectif Terre de Bure, qui s'intéresse aux conséquences locales du centre d'enfouissement des déchets sur le foncier. Une problématique majeure. L'Andra possède déjà – ou a en réserve – 3 000 hectares, ce qui correspond au double de la surface du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Avec le collectif, on a par ailleurs réalisé des semis (de pommes de terre par exemple) en novembre et en avril derniers.

Gertrude : Je viens de Moselle, à une heure et demie d'ici, et j'ai longtemps suivi la lutte à distance *via* les copains qui allaient à la Maison de la Résistance. Il y a un mois, une semaine avant le début de l'occupation, je suis venue pour la Journée de 200 000 pas⁴. Au final, je suis restée, parce que je me suis rendu compte de l'ampleur de ce qu'il se passe ici. J'ai pris conscience de l'aberration du projet par rapport aux gens qui habitent le coin. Ne rien faire contre Cigéo, ce serait laisser la porte ouverte à d'autres projets tout aussi monstrueux dans des endroits ruraux tels que celui-ci. Les gens de l'Andra comptent beaucoup sur la faible densité d'habitant.e.s et la ruralité des lieux pour mener leur sale besogne dans un silence relatif : il n'est pas question de les laisser faire.

Marius : Je suis sur la route depuis un bail, sans attaches depuis un peu plus de deux ans, et j'avais en tête de passer par ici depuis un moment. Je suis venu pour la première fois en janvier, à l'occasion d'un chantier pour construire un plancher dans le bâtiment de l'ancienne gare qui a été racheté par les militant.e.s d'ici, à Luméville⁵. Même dans cette période assez creuse en termes de lutte, j'ai pu me rendre compte des enjeux. C'était juste après la mort d'un ouvrier sur le chantier⁶ et j'ai pu voir l'ampleur des dispositifs de répression engagés pour museler la contestation à ce moment-là. J'étais

de retour le jour où l'on a découvert le chantier d'abattage dans le bois Lejuc début juillet. On a alors pris la mesure de l'arrogance de l'Andra, puisque tout se déroulait en catimini. Comble du cynisme : la semaine précédant la destruction du bois, l'agence organisait une exposition dans son siège local sur la beauté des écosystèmes en forêt. Avec des arbres en plastique à l'intérieur...

En faisant pas mal d'autostop dans la région, j'ai par ailleurs pu me faire une autre image du nucléaire, qui jusqu'ici était une question plutôt lointaine et théorique pour moi. Les villages alentour ont tous été inondés d'argent par les GIP, afin de faire accepter le projet. Partout, on voit des bâtiments refaits, des salles municipales rutilantes, des éclairages publics flambant neufs.

Au-delà de la spécificité de cette lutte contre le nucléaire, il y a aussi une dimension anticapitaliste forte : la manière dont se comportent l'État et les nucléocrates sur ce projet recoupe d'autres méfaits commis ailleurs de manière plus isolée. Ici, on peut observer à la fois une concentration des nuisances, un mépris total pour les populations non urbaines, une corruption légalisée des consciences, la destruction des territoires et la violence d'État – tout se recoupe. L'Andra fait un peu figure d'entreprise infernale, comme Skynet dans *Terminator* ou E-Corp dans *Mr. Robot*. Il m'apparaît donc logique de lutter depuis ce territoire.

Violette : Je suis arrivée ici en m'intéressant aux aspects juridiques du problème. J'avais participé à quelques actions contre l'Andra dans le domaine de la géothermie. L'agence ment sur les réserves géothermiques en dessous de Bure : pour contourner les interdictions légales, elle a nié que le centre de stockage est prévu sous des réserves d'eau chaude⁷. J'étais aussi présente l'année dernière au Camp anticapitaliste, lors duquel j'ai découvert une ambiance activiste à laquelle je n'étais pas habituée. Puis j'ai fait des allers-retours entre la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, Paris où j'habite, et ici. Finalement, j'ai décidé de passer un peu de temps à

Bure à l'occasion de l'occupation du bois Lejuc, car je trouvais très beau le geste de défendre une forêt, un bois communal auquel les habitant.e.s d'ici sont très attaché.e.s. Cette occupation a été un des plus beaux moments de ma vie. Trois semaines aussi longues qu'intenses. J'ai fait partie des équipes qui ont mené plusieurs démarches plutôt légalistes et citoyennistes pour éviter l'expulsion, mais rien n'y a fait. Au final, elle s'est déroulée dans une grande violence.

Ces travaux dans le bois ont été réalisés sans autorisation⁸. Toute cette entreprise de destruction menée par l'Andra depuis une vingtaine d'années n'est même pas fichue de se donner une vitrine légale conforme à ce qui est attendu d'elle. Bien entendu, on se battrait quand même si elle pouvait produire l'autorisation, mais le fait qu'elle s'en passe est d'autant plus stupéfiant. Au fond, on a affaire à des bandits en col blanc qui tabassent la population civile avec des agents de milice privée⁹, lesquels prennent plaisir à taper sur du militant pacifiste. Leur manière d'agir correspond à ce qu'ils sont au fond : des crapules, des véreux.

Comment vous inscrivez-vous dans l'histoire de la lutte menée contre ce projet depuis une vingtaine d'années ?

Nicolas : Il y a effectivement plusieurs générations qui se sont opposées à ce projet, depuis ses balbutiements. Cette histoire nous porte. À l'époque, ces personnes-là avaient déjà subi des pressions très agressives. Si l'Andra est venue installer son projet d'enfouissement ici, c'est parce qu'elle s'était fait dégager de partout ailleurs. L'Andra, c'est une institution qui n'a au final quasiment qu'une seule mission : trouver un endroit où enterrer la poubelle du nucléaire, puisque la France n'a plus le droit de jeter ses déchets en mer¹⁰.

Car en cinquante ans de progrès technique, les technocrates n'ont eu qu'une idée : passer de la mer à la terre. Et quand l'État a vu que l'idée d'enfouir les déchets ne plaisait pas aux populations habitant à proximité, ils ont alors fait la proposition d'un laboratoire, histoire de préparer les habitant.e.s à avaler la pilule. Une fois le laboratoire installé, le site devait venir naturellement, sans faire de vagues...

Avec l'Andra, il y a toujours un avancement qui n'en est pas un, un faux départ permanent qui déjoue la contestation. C'est ainsi qu'au fur et à mesure le territoire a été occupé : ici un mur, là un trou, là un musée, et plus loin un bâtiment d'archives... Reste qu'à les écouter, ils ne font rien : ils se contenteraient d'étudier la « possibilité de ». Les règles du jeu ne sont jamais définitives, et l'annonce officielle du début du chantier toujours reportée.

En débarquant à Bure, ils avaient annoncé aux élus qu'il y aurait construction de deux autres laboratoires de recherche souterrains, affirmant qu'ils décideraient plus tard lequel des trois serait le plus propice à un chantier. Mais une fois le premier bâti, il n'a plus jamais été question d'en construire d'autres !

Pourquoi s'installer ici en particulier ?

Nicolas : Cigéo est avant tout un laboratoire politique, qui se fonde sur une domination de classe : ils sont venus ici car

il y a peu de gens, plutôt pauvres, peu organisés et de plus en plus âgés. Même au niveau agricole, il y avait très peu de syndicalisme, avec une population vieillissante. Enfin, le lieu choisi est loin des grands axes de circulation et situé aux frontières de trois départements, donc avec des classes politiques divisées.

Au début de son histoire, l'industrie nucléaire était sous la houlette du ministère de l'Industrie. Elle est finalement passée sous celle du ministère de l'Environnement, ce qui dit beaucoup en matière de discours. En arrivant ici, les nucléocrates se sont empressés de construire une « Écothèque », de promouvoir des actions pour l'environnement : l'Andra accueille notamment les établissements scolaires pour des sorties pédagogiques sur la forêt. Il s'agit d'un plan pensé sur plusieurs générations.

Heureusement, on a vu de notre côté aussi plusieurs générations de militant.e.s se passer le relais sans jamais abandonner la résistance. C'est un début de victoire.

Vous parliez de la dimension foncière. Quelle est son importance ?

Nicolas : Elle est fondamentale. Ici, le remembrement a été fait dans les années 1950 – assez tôt, donc. Il n'y en a plus eu jusqu'aux années 1990 et l'arrivée de l'Andra, qui a pris le rôle d'animateur foncier. En restructurant les exploitations agricoles avec l'aide de la Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural), l'agence a fondé ses premières alliances : ses « experts » ont compris avec qui il fallait se mettre bien, à qui il faudrait graisser la patte, lesquels des petits propriétaires ils pourraient dégager. Ils ont patiemment acheté des lopins de terre, notamment aux gens qui partaient. C'était souvent des terrains un peu ingrats, où l'agriculture ne donnait rien. C'est comme ça qu'ils ont installé le labo. Puis, peu à peu, ils ont acheté plus loin, partout dans la région, pour pouvoir faire des échanges. Un jeu hyper patient, mené plus particulièrement par un ingénieur en agriculture, siégeant à la Chambre d'agriculture de Lorraine et catapulté négociateur foncier pour le compte de l'Andra. Il a passé dix ans à sillonner les lieux en 4x4, à manier la carotte et le bâton, les coups de pression et le chéquier : Emmanuel Hance – l'Andra personnifiée¹¹.

C'est votre super-vilain ?

Marius : Oui, il y a de ça. Les gens du coin en parlent comme d'une forme de diable, avec un côté un peu médiéval : « S'il vient frapper à ta porte, tu ne t'en sortiras pas... » Il est vraiment craint par ici.

Nicolas : Et il a fait un boulot très important pour eux. Aujourd'hui, sur les 3 000 hectares qu'ils ont accaparés, on en compte 2 000 de forêt et environ 1 000 agricoles. Avec des bouts de friche, de voies ferrées, quelques bâtiments. Bien entendu, tout cela a été acheté au-dessus du prix du foncier, ce qui a rendu les choses plus acceptables : « Ton terrain vaut 3 000 et tu te demandes si tu en tireras 2 000 ? N'aie crainte, l'Andra te l'achète 5 000. » C'est une méthode mafieuse. Au final, pour le budget de l'Andra, ces prix ne représentent que des cacahuètes.

Le pire, c'est que cette politique permet de diviser les gens. Quand on a commencé à dresser un diagnostic foncier, à travailler sur cette question de la terre, on s'est rendu compte que les gens disaient tous la même chose : il y avait toujours un voisin qui avait craqué plus tôt, qui, lui, mériterait un coup de fusil. Ils tournent leur colère vers ce voisin. Et parfois vers eux-mêmes, sous la forme de regrets. Mais jamais contre l'Andra. C'est là que l'agence a réussi son coup : elle n'est pas perçue comme responsable. Emmanuel Hance a certes cristallisé un peu de cette rage, mais c'est tout. La colère est diffuse, parce que tout le monde a soit vendu, soit quelqu'un dans sa famille l'a fait. Et cela ne concerne pas que les agriculteurs, mais également les propriétaires fonciers, ce qui fait beaucoup de monde. Sans oublier les quelques emplois créés par l'Andra pour les ménages ou la sécurité des sites.

Marius : Pour comprendre la situation actuelle du foncier, il faut remonter plus loin que ça, avant l'arrivée de l'Andra, et analyser ce qui a permis à l'agence de prendre les terres agricoles aussi facilement à des familles paysannes. C'est la modernisation et la concentration du secteur agro-alimentaire qui a rendu possible l'installation d'une entreprise telle que celle-ci, avec de telles pratiques. Les copains et les copines nous parlent des vieilles traditions de Lorraine ou de Meuse : les gens se réunissaient le soir, des terrains étaient partagés, du matériel collectivisé. C'est l'anéantissement de ces pratiques durant les quarante ou cinquante années ayant précédé l'arrivée de l'Andra qui a préparé le terrain. La disparition des entraides, de cette vie communautaire, a ouvert la voie. Ce n'est pas l'Andra qui est concrètement responsable de ça, mais l'agence vient s'enchâsser dans une logique globale, qui remonte à l'époque où apparaît le nucléaire, marquée par une offensive du capitalisme sur les territoires ruraux et les formes de vie qui y perdurent.

Violette : Concernant ces modes de vie collectifs locaux en danger, il faut quand même dire qu'il y a eu quelques résurgences ces derniers temps dans les luttes pour le bois Lejuc. Notamment sur les affouages, le fait d'aller chercher son bois dans le bois communal. Certain.e.s y restent très attaché.e.s parce qu'ils/elles faisaient ça gamin.e.s avec leur père, que leur mère le faisait avec leur grand-mère, etc. Il y a quand même un attachement à ces reliquats, à ces restes de communs. Je trouve ça très beau que la lutte anti-nucléaire réactive un peu ça.

Nicolas : Les paysanneries peuvent être vues comme des groupes organisés de résistance, porteurs d'autres mondes¹². Elles partagent par exemple la pratique des « communs » – comme les affouages¹³ – et une relation pacifiée à la nature. Bref, elles vivent et proposent d'autres façon de se penser et d'agir au monde que celui de la marchandise et du court-termisme. Et c'est effectivement la fin des paysanneries, l'individualisme triomphant et l'essor du monde industriel qui ont ouvert la voie. Il faut avoir créé un désert agricole pour bâtir un cimetière du nucléaire. Aujourd'hui, on vit l'aboutissement du capitalisme, et pour ça, il a fallu des formes douces, patientes ; des stratégies de dépossession des mots et des pratiques populaires. Au point que l'on s'y perd. Qu'est-ce que ça veut dire 130 ans de projet ? 35 milliards de travaux ? 300 kilomètres de galerie ? On est face à des chiffres qui dépassent l'entendement. C'est vicieux, parce qu'on ne sait pas mani-

puler ces échelles. Et on voit bien que concernant un bon nombre d'éléments de la question nucléaire, ils ne maîtrisent rien non plus. Ils ne sont même pas capables de fermer un réacteur ! Mais c'est pas grave, ils ne seront pas là pour ramasser la merde... Ce qui est important pour eux, c'est que ça se fasse, que ça avance, ou du moins qu'on en ait l'impression, et tout ça en mobilisant une novlangue, en parlant par exemple de « synergie avec le territoire ».

Dans leurs discours dirigés vers les entreprises et les actionnaires, Cigéo est présenté comme le plus gros projet du siècle, le *cluster* nucléaire du troisième millénaire – pendant ce temps, ici, ils continuent à dire qu'ils ne font rien, qu'ils explorent avec la curiosité du gentil scientifique... Et surtout, ils pensent avoir endormi tout le monde avec un chantier aussi long. Lorsque nous avons occupé la forêt, ils ont été surpris, car ils pensaient que quelques bûcherons et une poignée de vigiles suffiraient à raser un bois en toute discrétion. Quand ils ont vu qu'on n'avait pas lâché la lutte et qu'on pouvait montrer les muscles, ils ont sorti les très gros muscles : c'en a été fini de la discrétion et de l'ouverture démocratique. Fin juillet, ils ont rameuté des compagnies de gendarmes mobiles, des porte-chars, des hélicoptères et des milices privées pour expulser violemment la vingtaine de militant.e.s qui pique-niquaient dans un bois. Au fond, nous les avons obligé à recourir à la force et à construire un mur de trois kilomètres au milieu de nulle part pour se cacher des regards. Avec ce mur, ils révèlent leur vrai visage. Finis les débats publics, les conférences de citoyens, les processus démocratiques : quand les gens s'opposent autrement qu'en paroles, la matraque revient.

Qu'est-ce qui fait obstacle à une diffusion plus massive de la lutte ?

Marius : D'abord, il y a le regard posé sur le territoire. Quand tu viens ici en juin et qu'il fait 6 degrés, un temps de merde, que tu vois ce paysage de monoculture, que t'as des éoliennes partout, et que tu te dis que c'est vraiment dégueu, c'est une victoire pour eux. Pareil quand tu ne viens pas parce que c'est le bout du bout de la France : ça leur donne raison. Ils se sont installés ici pour ça.

Par ailleurs, ce qui revient beaucoup dans le discours des habitant.e.s de la région, c'est la soumission à la fatalité, que je n'avais jusqu'ici rencontrée que dans des systèmes narcotiques comme au Mexique, ou mafieux comme en Corse ou au sud de l'Italie. Les gens ne veulent pas s'opposer au projet, car ils/elles ont le sentiment que, quel que soit l'endroit par lequel on l'attrape, ce qui est en face est plus fort qu'eux. Ils/elles nous disent « C'est super ce que vous faites, vous avez raison de vous opposer, c'est pas clair leur histoire », mais ils/elles restent coincés entre la crainte et la fatalité. À leurs yeux, l'Andra a toutes les cartes en mains pour creuser ce trou et y enterrer ce qu'ils veulent. C'est ce que nous voulons contrer en résistant : créer des moments, des lieux, des envies, faire en sorte que ça soit plaisant, parvenir à donner envie aux gens – par exemple – de rester avec nous cet été. Parce qu'en habitant ici, on se met aussi à apprécier la Meuse, des vallées verdoyantes, des ciels étoilés et les baignades dans les rivières !

Nicolas : Il ne faut pas oublier qu'on fait face à un projet gigantesque bâti sur des fondations scientifiques fragiles – remettre la résolution d'un problème dans les mains des générations futures s'oppose à toute rigueur méthodologique – et qui peut s'effondrer à tout moment. L'accélération qu'on connaît aujourd'hui est politique, notamment *via* les lois qui s'enchaînent pour avancer les travaux. Il faut dire que l'Andra commence à avoir peur de fatiguer les notables et les patrons locaux, qui ne voient pas arriver les emplois et la croissance promis depuis si longtemps. Et tout cela s'insère dans une sale période pour le nucléaire : les projets d'EPR sont à l'arrêt, les centrales vétustes ne sont pas fermées faute de savoir-faire et de plans de secours, EDF est en déficit, Areva licenciée, on découvre que certaines cuves ont des malfaçons, etc¹⁴. Du coup, accélérer sur Cigéo relancerait la machine.

La filière nucléaire est passée maître dans la colonisation des esprits. Parvenez-vous à faire face au discours marketing de l'Andra ?

Nicolas : C'est étonnant à dire, mais il y a un élément qui revient souvent comme argument en faveur du nucléaire, c'est la télé. La télé et la machine à laver. La perspective d'une catastrophe nucléaire militaire a disparu de l'imaginaire. Ce à quoi les gens pensent quand on leur parle du nucléaire, ce n'est plus la bombe ou les irradiations accidentelles, c'est leur confort. Mais comment on va faire marcher la télé ou la machine à laver sans les réacteurs ? Cette déviation des obsessions – qui parle encore du danger nucléaire militaire ? – est une grande victoire de la filière. Ou alors, on nous renvoie à l'énergie à base de lignite¹⁵ utilisée en Allemagne, en nous disant que c'est une source d'énergie dégueulasse. Bien sûr. Mais on n'a jamais dit que le pétrole ou la lignite étaient propres. On dit juste que le nucléaire est sale.

Marius : Dans les luttes de territoire, il y a toujours une limite un peu cliché vers laquelle les gens finissent par te renvoyer. Si tu parles du refus de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, les gens te demandent « mais t'as jamais pris l'avion, toi ? ». À l'encontre des gens qui luttent contre la maxiprison de Bruxelles, c'est « mais qu'est-ce qu'on fait des pédophiles ? ». Il y a toujours ces arguments extrêmes que les gens balancent au comptoir et qui leur évitent d'avoir à penser la chose. Concernant le nucléaire et son marketing, j'ai par exemple été impressionné par les commentaires des articles consacrés à Bure, dans *Marianne*, *Libé*, *L'Express*, etc. Chaque fois revenait cette idée que se montrer responsable passe par accepter de sacrifier un territoire pour réaliser cette poubelle nucléaire. Il n'y aurait pas d'autre solution. Et ils nous mettent directement en accusation : si on ne stocke pas ici, alors on laisse en surface où c'est plus dangereux, et c'est notre faute. En clair : c'est nous qui mettons en danger les générations futures.

Quels souvenirs gardez-vous de la première occupation du bois Leduc, en juin ?

Marc : Dès le premier jour, nous avons construit un grand préau, dont les plans et les pièces avaient été préparés à l'avance. Un groupe l'a monté pendant que d'autres mettaient

en place la cantine, et que certain.e.s s'affairaient à démonter les clôtures barbelées mises en place par l'Andra autour du bois. Dans les jours qui ont suivi, beaucoup de gens sont passés, des habitant.e.s du coin ou des ami.e.s venu.e.s de loin, avec des discussions dans la forêt qui nous changeaient du cadre de la Maison de la Résistance. On a ensuite construit La Rurale, un *sleeping* fait de branchages qui pouvait accueillir les gens de passage dans le bois pour dormir, puis des cabanes comme la Hutte des classes, et des barricades, etc.

La nuit, autour du feu, la parole se libérait, et nombre de sujets étaient abordés : le sexisme, les paysan.ne.s, la clandestinité, etc., sans que ce soit vraiment formel. Nous avons le temps de pousser loin certaines discussions. Même si l'occupation n'a duré que dix-huit jours, nous avons eu le temps de nous réapproprier peu à peu la forêt. Nous la vivions de l'intérieur, ce n'était pas seulement un espace à défendre, ni un foyer de sabotage, mais un lieu où nous avons nos marques.

Martha : Quand on est arrivé.e.s, il y avait des pyramides d'immenses tuyaux d'acier prévus pour le forage. Pendant l'occupation, on les a utilisés comme instruments de musique. On jouait des rythmes dessus. On en a même fait une flûte de pan géante en criant dedans...

Gertrude : Pendant un temps, ces matériaux de mort ont été transformés en jeu collectif.

Martha : Et puis un soir, on a sorti la disqueuse et on a joyeusement percé tous ces tuyaux pour les rendre inutilisables. On a allumé un feu dessus et dansé tout autour...

Gertrude : Dans la forêt, chacun.e trouvait sa place, quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit. Tu pouvais te retrouver à faire la cuisine, à construire des chicanes défensives, à faire la vigie, à construire une cabane, etc. Sans forcer une organisation formalisée. On a appris à se connaître les un.e.s les autres, à travailler ensemble, à fabriquer plein de choses. On se sentait à l'aise, malgré les coups de stress et la peur de voir les gardes mobiles nous expulser. C'est assez paradoxal : tout en sachant au fond que ça n'allait pas durer longtemps, on construisait de plus en plus, comme si nous allions nous installer là pour de bon. Juste avant l'intervention des gendarmes, on projetait de bâtir une maison en rondins... En fait, on se disait que plus on construisait, plus on entraverait leur récupération des lieux. Donc on y allait gaiement.

On a d'ailleurs vite donné des noms aux lieux, et ils nous sont devenus familiers. Chaque barricade avait son petit nom. Par exemple l'entrée principale, qu'on considérait comme un véritable guêpier, a été rebaptisée la Guêpière, ce qui en changeait totalement le symbolisme.

Nicolas : L'expulsion a été d'autant plus violente qu'en plus de ces constructions et de cette réappropriation en cours, une partie d'entre nous était en train de négocier avec la préfecture – et disons-le clairement de se faire mener en bateau – depuis deux jours. Bref, on commençait à espérer rester plus longtemps. La fin a été violente et on a tou.te.s ressenti de la colère et de la rage, mais pas d'abattement.

Heureusement, on a enchaîné sur la manifestation de réoccupation une dizaine de jours plus tard. Il a alors fallu tout refaire, car les gendarmes nous avaient pris notre matériel. Lors de cette deuxième occupation, beaucoup plus courte, on a été plus sévèrement réprimé.e.s. Les vigiles ont été claire-

ment mandatés par l'Andra pour nous mater, sous l'œil complice des gardes mobiles, lesquels ont regardé les vigiles nous tabasser. Ces derniers étaient même équipés comme des CRS, avec boucliers renforcés, casques et gourdins en bois.

Marc : Jusqu'à ce que les caméras de France 3 commencent à tourner, les gendarmes ont laissé la voie libre aux vigiles de l'Andra pour « casser du gauchiste ». C'était effrayant. Les flics, on commence à les connaître, à savoir quelles sont leurs limites – même si en ce moment, elles sont sans cesse repoussées. Tandis que les vigiles sont comme des chiens fous : ils imitent nos cris pour se faire passer pour des copains, ils passent de la tenue de civil à celle de guerrier en un rien de temps, et surtout, tous les coups sont permis pour eux.

Mais il n'y avait pas que les vigiles. Avant et après cette scène de violence brute, il faut rappeler toutes les tactiques qu'ils ont employées pour nous casser : un siège permanent de notre campement, des hélicoptères qui couvraient nos voix, des interruptions d'AG intempestives pour des motifs de vérification saugrenus, les contrôles routiers, etc.

On a l'impression que ces occupations vous ont permis de prendre prise sur une lutte qui jusqu'ici s'étalait dans le temps, de la rendre concrète...

Vincent : Lors de la première occupation, nous étions partagé.e.s entre l'extrême fragilité et précarité de la situation (au niveau juridique ou du quotidien) et l'extrême puissance de pouvoir bloquer un projet aussi titanesque que Cigéo. Au final, cette forêt nous a enfin donné une prise sur un projet qui avance en se rendant invisible. Nous avons notre piquet de grève. Un lieu commun, un point de ralliement qui nous manquait dans la lutte antinucléaire, pour nous retrouver et avancer ensemble. La ligne qui nous a permis de tenir pendant ces deux occupations passe selon moi par trois points. D'abord la nécessité de nous défendre et de protéger un lieu, contre les vigiles de l'Andra, le dispositif policier et l'avancement du chantier. Ensuite, la nécessité de construire : cabanes, lieux de vie et de rassemblement. Et enfin, la nécessité de relier : ne pas oublier que c'est en habitant un territoire, en étant ancré.e.s localement qu'on peut créer une force.

Le lien avec les habitant.e.s alentour a été très fort, on avait des visites pour l'apéro tous les soirs, ou bien pour les projections de films qu'on a organisées, la déambulation de cirque, etc. Alors qu'ici tous les espaces ont été privatisés, répartis entre quelques grands exploitants, durant quelques jours la forêt est redevenue un commun. Mais pas seulement dans les mots : aussi dans les pratiques et dans les usages. On a d'ailleurs baptisé le préau monté le premier jour le Couarail, ce qui renvoie au lieu et au temps des veillées villageoises dans le patois lorrain. On tenait à ce que ce préau symbolise le rassemblement de toutes les composantes de la lutte, dans leur diversité.

Il y a une chape de plomb énorme sur ce territoire, de la résignation, de la fatalité. Certains pensent même que les déchets sont déjà enterrés, tant ils ont abandonné l'idée de s'informer et de résister. Mais cette chape de plomb peut se fissurer par des moments d'intensification, comme lors des occupations de la forêt. Certes, on est fragiles, on n'est pas nombreux, on a les gardes mobiles en face et des vigiles qui pèsent quatre fois plus lourd que nous, mais on peut avoir de la force qui s'étend au-delà de nous. Les gens commençaient à venir quand on a été expulsé.e.s, et c'est à peu près certain qu'avec plus de temps, quelque chose de beau et de fort se serait construit dans ce bois. On est content.e.s que personne ne soit poursuivi en justice, mais du coup, on réfléchit à présent aux perspectives de long terme : comment durer après le temps permis par la forêt ?

Les médias parlent à votre sujet uniquement de lutte contre l'enfouissement des déchets, comme si vous refusiez de chercher une solution. Alors qu'au fond vous luttez davantage contre le problème, à savoir ce qui produit ces déchets extrêmement dangereux dont on ne sait rien faire de mieux que de les planquer sous le tapis...

Marius : Les médias majoritaires ne présentent jamais la réalité, à savoir que nous menons une lutte pour la fin du nucléaire, point. C'est le préalable à toute revendication : qu'on arrête de produire cette énergie, qu'on arrête de consommer dans des proportions telles que ça rend délirants les besoins d'énergie. C'est seulement après qu'on discutera de ce qu'on fait des déchets qu'on a sur les bras.

Nicolas : Pour l'instant, notre but est de pointer les incohérences, les mensonges et le système mafieux employé par la filière électronucléaire. On veut créer un débat public qui ne vise pas l'acceptation par les populations de ce qui est décidé pour elles, mais qui prenne en compte leur avis. Et cela passe par la création d'un rapport de forces avec une occupation sur le terrain. On ne peut pas se contenter de faire des chaînes humaines le long de la vallée du Rhône comme cela a été organisé au moment des élections présidentielles par le réseau Sortir du nucléaire. Non seulement de telles actions n'inquiètent en rien le gouvernement ou les entreprises du nucléaire, mais cela crée un grand sentiment d'impuissance collective. Tout le monde est là, à attendre dans le vent, jusqu'à devenir à moitié fou, qu'un mec passe en moto ou en vélo pour te filmer en train de donner la main à ton voisin ou ta voisine... Avec des actions de ce type, on n'obtient que de fausses promesses comme celles émises par Hollande pendant la campagne présidentielle de 2012 en faveur de réduction de la part du nucléaire dans la production énergétique française¹⁶. En occupant la forêt, non seulement on crée du commun, entre nous et avec les habitant.e.s du coin, mais on leur montre qu'on est prêt.e.s à s'interposer physiquement face à leur volonté de cacher sous terre les déchets gênants, et avec eux le problème du nucléaire.

NOTES

1. « Déchets radioactifs à Bure : Le parlement vote la poursuite du projet controversé », 20 minutes, 12 juillet 2016.
2. « 60 millions d'euros par an pour Meuse et Haute-Marne, ce n'est pas rien, alors qu'aucun déchet n'est arrivé. Depuis 1994, les subventions compensatoires augmentent d'année en année, objet de marchandage de la part des conseils généraux. Cet argent du nucléaire (fonds AREVA, CEA et EDF) est versé via un Groupement d'Intérêt Public (GIP) au service officiel du développement et de l'excellence du territoire ; autrement dit au service de l'installation de cette poubelle impossible à installer sans appât financier sérieux. Objectif : amadouer les élus locaux et en faire profiter tous les habitants, à leur insu. Tous futurs coupables sans le savoir ? Le piège est "parfait", presque tous les projets doivent passer par une demande d'aide financière partielle au GIP. En 2011, le GIP Meuse a traité 437 dossiers et 212 communes sur 500 ont touché une subvention. Collectivités, entreprises, associations sont aussi largement concernées. Les dossiers traités sont multiples, touchant tous les domaines, habitat, urbanisme, culture, loisirs, écoles... » « Acheter tout un territoire », printemps 2013, Réseau Sortir du Nucléaire.
3. Lire « La justice suspend le projet d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure », *Le Monde*, 1^{er} août 2016 et « Après leur victoire juridique, les associations et habitants déposent un nouveau recours », Bure Zone Libre.
4. « 200000 pas à Bure, contre CIGÉO et son monde : pari tenu ! »
5. Cette gare a été achetée il y a dix ans par un groupe d'opposant.e.s, via la SCI (Société civile immobilière) Les amis du rail. Comme elle est située sur le tracé initial des convois Castor transportant les déchets nucléaires, l'Andra a dû dévier de quelques dizaines de mètres le circuit d'acheminement des substances. La gare est actuellement un lieu en cours de réhabilitation par les opposant.e.s et sert d'outil de lutte, de lieu de rencontre pour les assemblées générales ou grandes mobilisations.
6. « Meuse : un mort et un blessé sur le chantier du site d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure », *La Dépêche*, 26 janvier 2016.
7. « Pour imposer le site de déchets nucléaires Cigéo, l'Andra aurait dissimulé une source géothermique », *Reporterre*, 5 janvier 2015.
8. Voir note 3.
9. « La répression gouvernementale commence à se servir de vigiles privés armés », *Reporterre*, 25 juillet 2016.
10. « Les déchets immergés », Andra, Inventaire 2012.
11. Voir « Une action contre l'accaparement des terres par l'ANDRA », Indymedia Nantes, 10 août 2015.
12. À ce sujet, voir Sylvia Pérez Vitoria, *Les paysans sont de retour*, éd. Actes Sud, coll. « Essais sciences humaines et politiques - Questions de société », 2005.
13. Possibilité donnée par le Code forestier à un conseil municipal, pour que celui-ci réserve une partie des bois de la forêt communale pour l'usage domestique des habitants.
14. Lire « EPR : la question de l'arrêt des travaux se pose "très clairement", selon l'ASN », et « Défauts de la cuve EPR : les experts s'inquiètent depuis 2006 » *Actu-environnement.com*
15. Roche sédimentaire composée de restes fossiles de plantes (vient de Lignite), le lignite est un charbon composé de 65 à 75 % de carbone. Il est utilisé pour le chauffage et pour produire de l'électricité. Le pouvoir calorifique inférieur (PCI) du lignite séché se situe aux alentours de 20 000 kJ/kg, ce qui fait qu'il est considéré comme un carburant peu rentable. Sa forte teneur en eau résiduelle et le PCI faible rendent le transport du lignite rapidement onéreux, son utilisation restant donc limitée aux alentours immédiats des exploitations.
16. Il s'était engagée à diminuer de 50 % la part du nucléaire dans la production d'énergie française d'ici 2025. Un objectif qui ne sera de toute évidence pas atteint.